

L'exode rural par exclusion paysanne dans le monde : fatalité ou choix ?

L'exode rural par exclusion paysanne est un phénomène international qui, s'il est vrai n'est pas nouveau dans l'histoire de l'humanité, prend une configuration inédite dans le contexte actuel de mondialisation des échanges et des flux humains, de montée en puissance du terrorisme, d'accaparements massifs de terres et de précarisation de la vie des individus. L'article tente d'expliquer les différentes causes, effets possibles et surtout solutions envisageables à cette problématique cruciale de l'exode rural, enjeu déterminant pour les équilibres sociopolitiques nationaux et internationaux.

Pourtant bien connue, la criante réalité de l'exode rural dans le monde mériterait bien davantage de considérations politiques : chaque année, des millions de paysans de par le monde quittent leurs terres pour rejoindre les, trop souvent « bidons » - villes. C'est sur cette problématique actuelle - « L'évolution du marché international du travail : les exclusions paysannes » - que le Colloque du 16 octobre dernier tenu au Centre Économique, Social et Environnement s'est interrogé : Quelles sont les causes de ces exclusions paysannes internationales ? Dans quels contextes prennent-elles forme ? Quelles en sont leurs conséquences ? Quelles politiques publiques sont à même de les contrecarrer ou du moins de les infléchir ?

1) Quelques illustrations

L'urbanisation est bien plus rapide dans les Suds que dans les Nord, il y aura en 2050 3,3 milliards de demandeurs d'emplois de plus qu'aujourd'hui si les tendances du marché international du travail perdurent, le taux de sous-emploi dans les pays du Sud se situe entre 20 et 30%, 1/3 de l'augmentation du chômage de ces 30 dernières années en France, ce qui représente d'1,1 millions d'emplois, provient du secteur agricole.

2) Les causes

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons citer plusieurs causes expliquant chacune d'entre elles partiellement l'ampleur des flux migratoires campagne/ville, nationaux comme internationaux : l'insuffisance de développement, et presque toujours le mal-développement des pays des Suds qui engendre une énorme montée des inégalités socio-économiques entre les pays du monde et entre les concitoyens au sein des pays ; les grandes acquisitions foncières qui se sont multipliées ces dernières années et aboutissent trop souvent à des expulsions plus ou moins violentes des communautés locales ; la surproduction agricole chronique qui a fait se diviser par 6 ou 7 les cours moyens des céréales entre les années 1950 et 2000.

3) Les effets probables et effectifs

Lorsque des populations paysannes entières sont rejetées, directement délogées ou indirectement marginalisées, et amenées à être entassées dans des quartiers pauvres, sans travail ni reconnaissance sociale, le risque d'insécurité alimentaire, d'individualisation/perte d'identité collective, de misère et par conséquent de violence s'accroît. Cette dernière peut prendre la forme de destruction – « terrorisme, délinquance, vandalisme etc ... » - ou d'autodestruction – suicide,

addictions, dépression etc... – ce qui peut alors engendrer sur le moyen et long terme des déstabilisations des équilibres intra et inter-sociétés du monde.

4) Les solutions

- Imposer de réelles contraintes au « laissez-faire, laissez-passer » habituel du (néo) libéralisme. Il est en effet important d'insuffler une dynamique politique de développement rural, œuvrant pour la productivité de la terre, la viabilité économique, l'emploi rural par le biais notamment de : régulations publiques des prix et de la production alimentaire, protections douanières appropriées et limitation des concentrations foncières.
- Reconnaître et valoriser la multifonctionnalité - utilités et significations économiques, sociales, culturelles et environnementales - de l'agriculture. C'est dans ce cadre que l'agro-écologie est nécessaire, car elle assure une productivité du travail élevée et offrent des rendements à l'hectare supérieurs à l'agriculture conventionnelle tout en ayant des coûts de production très faibles.
- Assurer un accès démocratique et équitable aux ressources, ce qui suppose de cesser radicalement les accaparements de terres, sources de toujours plus d'expulsions, de chômage, d'exode et donc de misère.
- Veiller à ce que les agriculteurs du monde aient à disposition de manière décente à des semences de qualité (locales et améliorées), technologies de l' « agriculture écologiquement intensive » (fumier, compost, lombriculture, engrais naturels, lutte biologique, paillage etc.) et outils manuels - ce qui exclut les microcrédits à taux d'intérêt exorbitants.

Conclusion

La reconnaissance de la singularité de chaque contexte culturel doit mener à accepter et reconnaître la multiplicité des voies de « développement ». Dans ce but, et dans celui de répondre avec une meilleure acuité à la problématique de l'exode rural dans le monde, il est aujourd'hui indispensable de concevoir de nouveaux indicateurs de « développement » et ainsi préparer l' « après-développements ».

Clément Garnier
Bénévole solidarité